

Public

Annex 2.1



▼ PUBLICITE

[@](#) > [Qui est Qui ?](#) > [Politique](#) > [Profil](#)

POLITIQUE

Laurent Koudou Gbagbo

Historien

Biographie

«L'arbre ne craint pas l'oiseau», disait Félix Houphouët-Boigny de son opposant historique, tour à tour emprisonné et exilé. Sept ans après la mort du «Vieux», en 1993, le fondateur du Front populaire ivoirien (FPI) accède, à 55 ans, à la magistrature suprême, au terme d'élections controversées. Le pays n'a connu jusque-là que le règne du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI); il vit avec Laurent Gbagbo sa première alternance démocratique. Membre de l'Internationale socialiste, le président peut se prévaloir de l'appui de plusieurs hommes politiques français. La «refondation», son programme de gouvernement, consiste en une vaste réforme de l'économie et de la société, centrée sur le thème d'un meilleur partage des richesses. A la présidence, Laurent Gbagbo impose un nouveau style. «Il vient en chemise au palais présidentiel», ironisent ses opposants. Son apparence débonnaire cache un redoutable politicien qui louvoie avec habileté entre les exigences des durs de son parti et les nécessaires compromis.

Laurent Koudou Gbagbo est président de la République de Côte d'Ivoire depuis 2000.

Originaire de Mama (village de la sous-préfecture de Ouragahio, département de Gagnoa), il a épousé en secondes noces Simone Ehivet Gbagbo[1], syndicaliste marxiste, très proche des milieux évangéliques états-uniens.

Il obtient son baccalauréat de philosophie au lycée classique d'Abidjan en 1965, puis une licence d'histoire à l'Université d'Abidjan en 1969. Il devient en 1970 professeur d'histoire au lycée classique Abidjan Cocody. Chercheur à l'Institut d'Histoire, d'Art et d'Archéologie africaine (IHAAA) à partir de 1974, Gbagbo est également titulaire d'une maîtrise d'histoire de la Sorbonne. Il soutient en juin 1979 une thèse de doctorat en histoire intitulée Les ressorts socio-économiques de la politique ivoirienne: 1940-1960.

Membre du syndicat national de la recherche et de l'enseignement supérieur (SYNARES), il participe aux mouvements de grève de l'enseignement en 1982, et fonde dans la clandestinité le futur Front populaire ivoirien. Il part en exil pour la France en 1985, afin selon lui de lutter contre la dictature du PDCI, alors parti unique et promouvoir le multipartisme. En France, il se lie d'amitié avec Guy Labertit, membre du PSU, même si ses rapports avec le parti socialiste au pouvoir en France sont difficiles, du fait de son opposition à Houphouët-Boigny.

Gbagbo rentre en Côte d'Ivoire le 13 septembre 1988, Houphouët ayant implicitement accordé son pardon en déclarant que l'arbre ne se fâche pas contre l'oiseau.

L'opposant à Félix Houphouët-Boigny

Gbagbo est un syndicaliste actif dans les années 1970, dont l'enseignement est jugé subversif ; il est emprisonné à Séguéla et à Bouaké de mars 1971 à janvier 1973. Devenu directeur de l'IHAAA en 1980, il se révèle lors des manifestations étudiantes du 9 février 1982, qui provoquent la fermeture des universités et des grandes écoles. C'est durant cette année que naît dans la clandestinité le futur Front populaire ivoirien (FPI). Son exil en France est l'occasion de promouvoir le FPI et son programme de gouvernement. Idéologiquement proche du PS, il reste officiellement ignoré du gouvernement socialiste français de l'époque puis de celui de Jacques Chirac. Cependant, il subit des pressions françaises pour retourner dans son pays, Houphouët s'inquiétant de le voir développer un réseau de contacts, et trouvant que « son remuant opposant serait beaucoup moins encombrant à Abidjan qu'à Paris ».[3]

En 1988, il rentre en Côte d'Ivoire, et devient secrétaire général du FPI, lors du congrès constitutif de ce parti les 19 et 20 novembre 1988. Le 28 octobre 1990 a lieu l'élection présidentielle, avec pour la première fois une autre candidature que celle de Félix Houphouët-Boigny, celle de Gbagbo, qui remporte 18,3 % des suffrages, ce qui lui confère le statut de leader de l'opposition. Les élections législatives du 25 novembre 1990 sont les premières sous le signe du multipartisme. Le FPI obtient 9 sièges (sur 175); Gbagbo lui-même est élu dans la circonscription de Ouragahio, où se trouve sa ville natale. [4]

En mai 1991, puis en février 1992 ont lieu d'importantes manifestations étudiantes. Le 18 février - Alassane Ouattara étant alors premier ministre - Gbagbo est arrêté, et condamné le 6 mars à deux ans de prison [5](libéré en août).

Fiche

Nom:

Naiss

Lieu:

Natio

Occu

Autre
foncti

Famili

Photo



L'après

Houphouët

En 1995, Gbagbo appelle au boycott de l'élection présidentielle du 22 octobre, à cause de la réforme du code électoral (8 décembre). Henri Konan Bédié est élu avec 96,44% des suffrages. Lors d'élections législatives partielles le 30 décembre 1996, Gbagbo est réélu dans sa circonscription, le FPI remportant 5 des 8 sièges vacants. Désigné candidat officiel du FPI lors du 3e congrès de ce parti les 9, 10 et 11 juillet 1999, il se présente à l'élection présidentielle du 22 octobre 2000 contre le dirigeant militaire Robert Guéï. Cette élection est marquée par l'élimination par la Cour suprême de plusieurs candidatures -dont celle d'Alassane Ouattara- pour nationalité douteuse et faux et usage de faux sur la filiation. Gbagbo l'emporte face à Guéï, qui refuse sa défaite ; une révolte populaire en faveur de Gbagbo (qui affirme avoir gagné avec 59,4 % des suffrages) éclate dans la principale ville du pays, Abidjan. Guéï est forcé de partir, et Gbagbo devient président le 26 octobre. Le général Guéï reconnaît la légitimité de Gbagbo le 13 novembre. Lors des élections législatives du 10 décembre, le FPI apporte à Gbagbo une majorité de 91 sièges, contre 70 au PDCI et 16 indépendants.

Accord de Ouagadougou

Du 5 février au 3 mars 2007 ont lieu à Ouagadougou des rencontres de délégations des différentes parties. Un accord politique est signé le 4 mars par MM. Gbagbo, Soro et Compaoré, ce dernier en tant que facilitateur.

En conséquence de cet accord, Gbagbo nomme Soro premier ministre le 29 mars, lequel déclare, dans une adresse à la nation le 13 avril[7], savoir « gré au Président Laurent Gbagbo pour avoir pris l'initiative du dialogue direct », et « demande Pardon pour tous et au nom de tous ». « Nous devons à présent apprendre à pardonner » déclare-t-il également. Dans ce même esprit du pardon, Gbagbo signe le 12 avril une mesure d'amnistie.

Curriculum Vitae

Professeur d'Histoire-Géographie au Lycée Classique d'Abidjan. Chercheur à l'Institut d'Histoire, d'Art et d'Archéologie Africaine (IHAAA). Secrétaire Général du Front Populaire Ivoirien FPI (1988-1996) - Président du FPI (1996-2000) - Député du FPI élu dans la circonscription de Ourahio (1990-2000) - Président de la République (2000)

CURSUS

Il est une des figures de proue de l'opposition, auréolé du prestige d'avoir été le seul à affronter le Président Félix Houphouët-Boigny lors de la première élection présidentielle pluraliste en 1990.

1965 - 1973

Après un baccalauréat de philosophie au Lycée Classique d'Abidjan (1965), Laurent Gbagbo obtient en 1969 une licence d'histoire à l'Université d'Abidjan. Historien de formation, Laurent Gbagbo devient en 1970 professeur d'Histoire-Géographie au Lycée Classique d'Abidjan.

Syndicaliste actif, il entre dans l'opposition clandestine avec Bernard Zadi Zaourou, alors enseignant à l'Université d'Abidjan. Le contenu de ses cours et son esprit insoumis d'argent. Très rapidement, Laurent Gbagbo se retrouve en prison aux camps militaires de Souda et de Bouaké de mars 1971 à janvier 1973.

1974 - 1981

À partir de 1974, il exerce comme chercheur au sein de l'Institut d'Histoire, d'Art et d'Archéologie Africaine (IHAAA) de l'Université d'Abidjan et obtient parallèlement en 1979 un doctorat de troisième cycle de l'Université de Paris VII. Son sujet de thèse est intitulé "Les ressorts socio-économiques de la politique ivoirienne : 1940-1960". En 1979, il publie aux Editions CEDA une œuvre intitulée "La Cote d'Ivoire pour une alternative démocratique", suivi en 1987 d'un ouvrage collectif portant le FPI et son programme de gouvernement : "Les propositions pour gouverner". Durant cette période d'exil, Laurent Gbagbo obtient le statut de réfugié politique et se lie d'amitié avec Guy Labertit, alors Secrétaire National chargé des Relations Internationales du Parti Socialiste Unifié (PSU) et animateur de la revue Libération Afrique. Ce dernier, qui héberge un temps Laurent Gbagbo, a l'occasion d'apprécier ses qualités humaines et ses dons artistiques, ayant même appris gracieusement à lui jouer quelques accords de guitare. Ignorant du pouvoir socialiste français de l'époque qui est guidé par son discours anti-Houphouët, Laurent Gbagbo se rend en 1983 au Congrès du Parti Socialiste de Bourg-en-Bresse avec un badge de journaliste de la revue Libération.

1982 - 1988 : l'exil

Devenu directeur de l'IHAAA en 1980, Laurent Gbagbo est, en tant que membre du Syndicat National de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (SYNARES), à la pointe des mouvements de grève qui touchent en 1982 le secteur de l'enseignement. Avec un groupe d'enseignants, il crée en 1982 dans la clandestinité l'embryon de ce qui deviendra le Front Populaire Ivoirien (FPI). Considéré comme principal responsable du "complot des enseignants" de 1982, il part en exil volontaire en France en vue de lutter contre "la dictature du PDCI" et prôner le multipartisme. Il publie alors en 1983 aux Editions l'Harmattan un ouvrage intitulé "La Côte d'Ivoire pour une alternative démocratique", suivi en 1987 d'un ouvrage collectif portant le FPI et son programme de gouvernement : "Les propositions pour gouverner". Durant cette période d'exil, Laurent Gbagbo obtient le statut de réfugié politique et se lie d'amitié avec Guy Labertit, alors Secrétaire National chargé des Relations Internationales du Parti Socialiste Unifié (PSU) et animateur de la revue Libération Afrique. Ce dernier, qui héberge un temps Laurent Gbagbo, a l'occasion d'apprécier ses qualités humaines et ses dons artistiques, ayant même appris gracieusement à lui jouer quelques accords de guitare. Ignorant du pouvoir socialiste français de l'époque qui est guidé par son discours anti-Houphouët, Laurent Gbagbo se rend en 1983 au Congrès du Parti Socialiste de Bourg-en-Bresse avec un badge de journaliste de la revue Libération.

Afrique.

Sous le gouvernement de Jacques Chirac en 1986, il est l'objet de pressions policières (Renseignements Généraux) en vue de son retour en Côte d'Ivoire.

1990 - 1995

Ce retour n'interviendra qu'en 1988, à la suite de négociations avec Abdoulaye Diallo, l'homme des Affaires privées du Président Houphouët. Après avoir lancé de nombreuses invectives contre Gbagbo (l'accusant notamment d'être financé par une puissance étrangère), Houphouët expliquera son changement d'attitude par la formule suivante : " l'arbre ne se fêhe pas contre l'oiseau ". Revenu au pays le 13 septembre 1988, Laurent Gbagbo organise les 19 et 20 novembre 1988 le congrès constitutif du FPI qui l'élit secrétaire général. Toujours clandestin, ce parti se d'init comme appartenant à la " gauche démocratique " et opte comme logo pour une rose qui a ses racines en Côte d'Ivoire - à l'instar du Parti Socialiste Français. Seul candidat à se présenter contre Houphouët, il obtient un score honorable (18,3 %) qui lui donne alors la stature de leader de l'opposition. Cette stratégie se révélera payante pour les législatives et les municipales puisque le FPI voit trier sous sa bannière neuf députés (dont lui-même élu dans la circonscription de Ourahagahio - département de Gagnoa) et six maires. Le PIT n'obtient pour sa part qu'un seul siège aux législatives (celui de son leader à Cocody).

À la suite du décès de Houphouët en décembre 1993 et de l'accession de Henri Konan Bédié à la Présidence de la République au titre de l'article 11 de la Constitution, Laurent Gbagbo demande une révision du code électoral pour les prochaines élections générales de 1995. Il est notamment partisan de la suppression du vote des étrangers soupçonnés de toujours choisir le camp du parti au pouvoir, le PDCI-RDA. Des négociations ont alors lieu avec le ministre d'Etat Timothy Ahoua N'Guetta qui aboutissent. Sur toutes les autres demandes d'amendements du code électoral (Commission électorale indépendante, vote à 18 ans, scrutin proportionnel aux législatives, bulletin unique, urne transparente etc...) le pouvoir PDCI demeure intransigeant.

Laurent Gbagbo est marié en secondes noces avec Simone Ehivet, qui joue également un rôle de premier plan au sein du FPI. Homme de meeting, la politique est son principal loisir. Ses derniers livres sont d'ailleurs politiques : Histoire d'un retour (1989), Agir pour les libertés (1991) et le temps de l'espoir (1995).

2000

M. Laurent Gbagbo est désigné candidat officiel du FPI à l'élection présidentielle d'Octobre 2000 en Côte d'Ivoire lors du 3^e Congrès Ordinaire du parti les 9, 10 et 11 juillet 1999. Il l'emporte face au Général Robert Gué le 22 octobre 2000.

Distinctions et publications

Livres:

- * 1971 : Soundjata, lion du Manding
- * 1978 : Réflexions sur la conférence de Brazzaville
- * 1982 : Côte d'Ivoire : Economie et société à la veille de l'indépendance (1940-1960)
- * 1983 : Côte d'Ivoire : Pour une alternative démocratique
- * 1987 : Propositions pour gouverner la Côte d'Ivoire
- * 1989 : Côte d'Ivoire : Histoire d'un retour
- * 1991 : Agir pour les libertés
- * 1995 : Le temps de l'espoir
- * 2002 : Sur les traces des Bétés



Etudi



Copyright © 1998-2005 Webloggy Corporation. Tous droits réservés. | [Infos Abidjan.net](#) . [Commentaires](#) . [Conditions d'utilisation](#) . [Annoncer sur Abidjar](#)

